Zeitschrift: Anthos : Zeitschrift für Landschaftsarchitektur = Une revue pour le paysage

Herausgeber: Bund Schweizer Landschaftsarchitekten und Landschaftsarchitektinnen

Band: 39 (2000)

Heft: 3: Der Öffentliche Raum = L'espace public

Rubrik: Schlaglichter = Actualités

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

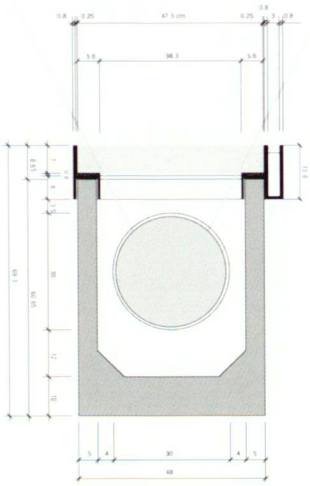
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schlaglichter · *Actualités*

STRASSENRAUMGESTALTUNG STÄDTLE VADUZ

Aus einem 1998 von der Gemeinde Vaduz, Liechtenstein, durchgeführten Wettbewerb ist eine originelle Strassenraumgestaltung hervorgegangen.

Gewinner des Wettbewerbes war die Planergemeinschaft Ghielmetti Gemperli Lüthi (Marco Ghielmetti, dipl. Ing. ETH/SIA/SVI, Igis/Winterthur; Pius und Walter Gemperli, Arch. dipl. Ing. FH, St.Gallen; Rudolf Lüthi Landschaftsarchitekt HTL BSLA, St.Gallen.
«Ausgangspunkt des Konzeptes ist eine Beobachtung zur Baustruktur der Ortsmitte:
Zum Schlosswald hin scharen die Bauten des Städtle sich in annähernd geschlossener Flucht, zur Rheinebene hin öffnen sich grosse Höfe und Durchblicke. Diese Scheidung wird in der Neufassung des Strassenraumes aufgenommen und mit sparsamen, prägnant wirkenden Gestaltungsmitteln umgesetzt. Bergseitig umfasst, verknüpft ein kleinformatiger Pflasterbelag die Randbauten, stadtauswärts schliesst ein grossformatiger Plattenbelag an. Die Scheidelinie wird mit einem in die Strassenfläche eingelassenen Lichtband überhöht.
Diese Grundaufteilung der Siedlungsfreiräume erfährt an zwei herausragenden Orten eine Überlagerung mit geometrisch gezeichneten Platzfiguren:
– Ein rechteckiger ‹Staatsplatz›, vorgelagert dem Landtags- und dem Regierungsgebäude, bindet diese zusammen. Als Zeichen der repräsentativen Würde ist diese Platz-Plattform nach einem regelmässigen Muster mit Lichtpunkten bestückt.
– Ein quadratischer ‹Rathausplatz› fasst den Aussenraum des Rathauses, überhöht mit der Gestaltentlehnung der bei Rathäusern sinnfälligen offenen Halle.
Die Raumgestalt des Staatsplatzes wird mit einer transparenten Orangerie an der stadtäussern Längsseite des Platzes verdichtet. Ein dritter Platzraum, der ‹Museumsplatz›, wird nicht als selbstständige Platzschale, sondern als geweiteter Gassenhof ausgebildet.»

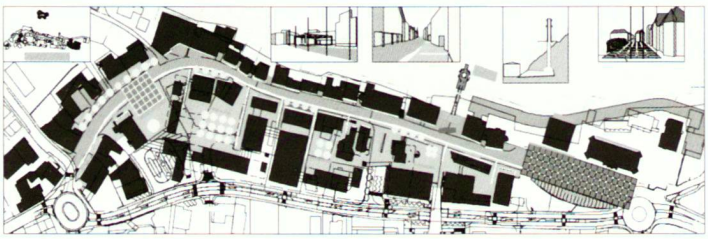


Die Realisierung erfolgt in Etappen bis ins Jahr 2004. Heute ist eine erste Etappe von etwa 80 Metern Gassenraum umgestaltet.

Eine besondere Beleuchtung

Für die Realisierung des Lichtbandes von 47 Zentimeter Breite wurde die Light-Pipe-Technologie eingesetzt, welche es erlaubt, mit nur zwei beidseitigen Lichtquellen von 400 Watt Leistung 80 Meter unterhaltsfrei auszuleuchten.
Das Lichtrohr ist in vorgefertigte Betonkanäle verlegt und mit einem 3-Schicht-Verbundglas mit einer Dicke von 7 Zentimetern nach oben wasserdicht verschlossen. Die Belastbarkeit beträgt 7 to Raddruck, das heisst, das Lichtband kann mit normalem Schwerverkehr zu Anlieferungszwecken befahren werden.
Die Grundbeleuchtung erfolgt über neuentwickelte Beleuchtungskörper, mittels Wandausleger in den Gassen und Stehlen in den Platzbereichen.
Die Ausführungsplanung und die örtliche Bauleitung erfolgt durch das ortsansässige Ingenieurbüro Seger und Gassner. Die Wettbewerbsgewinner sind zusammen mit der örtlichen Bauleitung und Vertretern von Gemeinde und Land Teil der projektbegleitenden «Projektgruppe Städtle».

Rudolf Lüthi



DES FLORALIES AUX JARDINS D'ART

Un siècle d'expositions de paysagisme en Suisse

Les Archives de la construction moderne – EPF présentent une exposition consacrée au phénomène des expositions de paysagisme et à leur influence sur le développement de l'architecture du paysage en Suisse. Alors que l'importance des expositions d'architecture est reconnue de longue date, l'architecture des jardins et le paysagisme en tant qu'objets exposés n'ont pratiquement pas été étudiés. La manifestation «Lausanne jardins 2000» est à la fois l'occasion et le prétexte pour mettre ce thème en évidence.

Histoire

Parmi les nombreuses manifestations des XIXè et XXè siècles – foires industrielles ou artisanales, expositions universelles ou nationales – les expositions de jardins se sont développées de manière originale. Elles ont obtenu progressivement une reconnaissance qui les distingue des préoccupations purement artisanales et ont dégagé une signification cul-

turelle comme miroir d'une époque et terrain d'expérimentation.
La Suisse, à la différence d'autres pays, n'a pas développé une tradition d'expositions de jardins. Le paysagisme s'y est affirmé au sein des expositions nationales, de celles consacrées à l'habitat ou à la construction ou encore des foires agricoles et des présentations de produits régionaux. Ce n'est que dans la seconde moitié du XXè siècle que des expositions spécifiques d'importance régionale ou nationale ont été mises sur pied dans notre pays. Toutes ces manifestations, bien que disparates ont fortement marqué la réalisation de jardins et le paysagisme.

Tendances
L'exposition permettra de suivre l'évolution des tendances et de repérer les principaux axes de développement de cette discipline: les jardins du classicisme tardif cèdent le pas aux jardins architecturés remplacés à leur tour par des créations modernes. Certains aspects particuliers comme le choix des plantes ou des matériaux de construction, le rapport à l'éclairage ou encore la relation avec l'eau au bord des lacs ont matérialisé les modifications intervenues dans la représentation de la nature dans le jardin.

L'exposition
L'exposition conçue et présentée par les archives de la construction moderne permettra de parcourir plus d'un siècle d'expositions de jardins – de l'exposition nationale suisse à Zurich en 1883 jusqu'à Lausanne Jardins 97D par le biais de dessins originaux, de photographies et d'ouvrages publiés lors de ces manifestations.
Une installation vidéo conçue pour cette occasion offrira une promenade sur les lieux de quelques expositions passées – G 59, EXPO 64 notamment – grâce à des images d'époque et à un regard contemporain sur les lieux de ces manifestations.
Organisée par les Acm, l'exposition «Des floralies aux jardins d'art – un siècle d'expositions de paysagisme en Suisse» est le fruit d'une collaboration réunissant, outre l'EPFL, la Chaire d'architecture du paysage et l'Institut gta à l'EPFZ, l'Archiv für Schweizer Landschaftsarchitektur, HES-Rapperswil et l'Enseignement 3è cycle, architecture et paysage à l'IAUG.
Un catalogue richement illustré d'environ 200 pages sera publié à cette occasion auprès des PPUR (Presses polytechniques universitaires romandes) dans une version bilingue français/allemand.
L'exposition est ouverte de mardi au dimanche de 10.00 heures à 18.00 heures, jeudi jusqu'à 21.00 heures, Archives de la construction moderne, Avenue des Bains 21, 1007 Lausanne, téléphone 21-693 73 91.
Renseignements: Martine Jaquet, téléphone 021-693 32 70, fax 021-693 52 88, e-mail martine.jaquet@epfl.ch

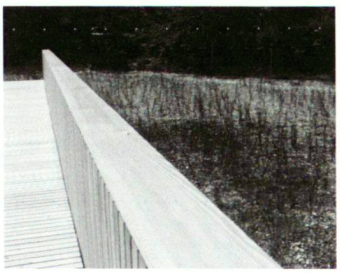
ETUDES POSTGRADE «ARCHITECTURE ET PAYSAGE»

L'institut d'architecture de l'Université de Genève propose une formation postgrade de type DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies) en Architecture et paysage.

Fondé sur le principe de l'enseignement par problèmes, le cycle postgrade «Architecture et paysage», proposé par l'IAUG, met au centre de sa structure de formation le laboratoire de projet de paysage, autour duquel gravitent des modules d'enseignements thématiques. Ainsi, à partir d'un problème architecture-paysage (eau, friches territoriales, sites pollués, maillage vert, espaces publics, grands équipements, ...) des modules thématiques (botanique, hydro-biologie, sciences de la terre, morphologie territoriale, cartographie, histoire, critique,...) développent des aspects spécifiques du problème et, trois fois par semestre, un séminaire de deux jours et demi réunit des personnalités qui interviennent et échangent sur le problème sous un angle particulier.
Des perspectives transdisciplinaire et multiculturelles sont proposées par des invitations faites à des conférenciers provenant d'autres sphères professionnelles ou d'autres régions du monde.
Les délais d'inscription sont fixés au 31 août 2000. Les demandes d'inscription doivent être adressées à l'Institut d'Architecture de l'université de Genève, accompagnées d'un dossier de candidature (curriculum vitae, lettre de motivation, copie des titres et diplômes, situation professionnelle). Le programme détaillé des cours peut être obtenu sur demande ou consulté sur www.archi.unige.ch
Renseignements:
IAUG, Jaqueline Kissling, Site de Battelle, rte de Drize 7, 1227 Carouge/Genève, téléphone 022-705 99 42, fax 022-705 97 44

DEUTSCHE RICHTLINIEN ZUM SCHUTZ VOR «BAUMUNFÄLLEN»

Seit einigen Wochen sind in der grünen Fachpresse Proteste gegen den Entwurf der «Richtlinien zum Schutz vor Baumunfällen (RSB)», Ausgabe 1999, zu lesen. Diese von der Forschungsgesellschaft für Strassen- und Verkehrswesen (FGSV) erarbeiteten Richtlinien haben auch im Bund Deutscher LandschaftsArchitekten (BDLA) Empörung hervorgerufen.
Als Anlass für den Entwurf der Richtlinien wird eine Unfallstatistik zitiert, die besagt, dass etwa 30 Prozent der Verkehrsunfallopfer auf Landstrassen durch den Aufprall auf einen Baum ums Leben kommen. Um hier Abhilfe zu schaffen, wurden die «Richtlinien zum Schutz vor Baumunfällen» erarbeitet.
Fragwürdig sind jedoch die Schritte, die aus der Unfallstatistik abgeleitet werden. Es wurde ein Massnahmenkatalog aufgestellt, der für Alleen und auch für andere Strassenbaumpflanzungen weitreichende Folgen hätte:
– Bei Neupflanzungen von Strassenbäumen soll ein Mindestabstand von zehn Metern zum Fahrbahnrand eingehalten werden. In Kurven oder an Strassen mit abschüssiger Böschung muss der Abstand noch erhöht werden. Geringere Abstände sind nur unter besonderen Bedingungen möglich.
– Bei bestehenden Alleen wird die Überprüfung der Verkehrssicherheit durch Baumschauen gefordert. (Eine Überprüfung nach den Massgaben der Richtlinie hätte zur Folge, dass zahlreiche Strassenbäume entfernt und bei Nach-



pflanzungen in der Regel die oben genannten Abstände eingehalten werden müssten.)
– Sträucher, die einen Stammdurchmesser von mehr als zehn Zentimetern aufweisen, werden ebenfalls als unfallträchtige Hindernisse aufgefasst, die ausgeschnitten werden müssen.

Öffentliches Biobad in Biberstein (Bilder oben und unten)

Der BDLA missbilligt diese Massnahmen. Eine nach diesen Richtlinien neu bepflanzte Strasse trägt kaum mehr den Charakter einer Allee. Die Bäume stehen zu weit von der Strasse entfernt, um ein geschlossenes Kronendach und damit das für eine Allee typische Raumgefühl entstehen zu lassen. Genauso gravierend wirken sich die Vorschriften auf bestehende Alleen aus. Ihre Erhaltung wäre mit der Einführung der Richtlinien grundsätzlich in Frage gestellt. Denn wie ist der Erhalt möglich, wenn die Bäume nicht in annähernd gleicher Entfernung nachgepflanzt werden dürfen? Der Sicherheitsabstand von zehn Metern hätte aber auch aus ökonomischer Sicht problematische Konsequenzen. Zuvorderst stellen sich die Fragen der Finanzierung des Flächenerwerbs und dann des Unterhalts und der Pflege – landwirtschaftlich effizient nutzbar sind solche Streifen nicht. Zudem haben Strassenbäume und Alleen einen hohen ökologischen, landschaftsbildprägenden und damit identitätsstiftenden Wert. Durch ihre Attraktivität, besonders für Erholungssuchende, sind Alleen auch zu einem touristischen Wirtschaftsfaktor geworden. Negative Auswirkungen, wie zum Beispiel visuelle Störungen des Landschaftsbildes durch den Strassenverkehr, können mit Baum- und Strauchpflanzungen abgepuffert werden.
Deshalb: wenn präventive Unfallmassnahmen ergriffen werden sollen, müssen die eigentlichen Unfallursachen angegangen werden wie überhöhte Geschwindigkeit, Alkohol am Steuer, Müdigkeit oder Unachtsamkeit der Autofahrer. Es wäre ein unverantwortlicher Umgang mit der Natur, wenn – da Menschen ihre Fahrweise nicht den Strassenverhältnissen anpassen – stattdessen die Strasse und ihre Umgebung einem unangemessenen Fahrstil angepasst werden sollen.
Der BDLA begrüsst die von der FGSV angekündigte Überarbeitung des Richtlinienentwurfs und wird sich weiter in die Diskussion einbringen.
Bund Deutscher LandschaftsArchitekten BDLA,
Köpenicker Strasse 48/49,
D-10179 Berlin,
Telefon 0049-30-27 87 15-0,
Fax 0049-30-27 87 15-55,
E-Mail info@bdla.de

DAS ERSTE ÖFFENTLICHE BIOBAD DER SCHWEIZ IN BIBERSTEIN

Die Gemeinde Biberstein (AG) ist im Besitz eines kleinen Familien-Freibades, welches jedoch den hygienischen Anforderungen nicht mehr genügte und saniert werden musste. Anstelle einer konventionellen, chemischen Wasseraufbereitungslösung entschied sich die Gemeinde für eine Sanierung mit dem BIOTEICH-System im Mehrkammerverfahren. Den Ausschlag dazu gaben überaus positive Erfahrungen mit über 100 Freibädern verschiedener Systeme aus Österreich und Deutschland, erfolgreiche wissenschaftliche Langzeitstudien, die vorläufige Zustimmung von eidgenössischen und kantonalen Stellen sowie nicht zuletzt die günstigen Kostenprognosen.
Obwohl sich Schwimmteiche nach diesem System im privaten Bereich bereits hundertfach bewährt haben, wird dem Einsatz bei öffentlichen Freibädern noch Skepsis entgegengebracht.
Das BIOTEICH-System besteht aus einem zusammenhängenden Schwimm- und Regenerationsbereich sowie einem separaten Wurzelraumklärbecken. Diese werden über einen permanent bewegten und mit Sauerstoff angereicherten Wasserkreislauf zusammen geschaltet. Die Regenerationszone und der Klärbereich sind mit Wasserpflanzen bestückt.
Die landschaftsarchitektonische Herausforderung bestand hier darin, unter Erhaltung der Anlagestruktur mit knappen Mitteln das BIOTEICH-System zu integrieren, den Nutzungsanforderungen an eine öffentliche Badeanlage zu genügen sowie eine gestalterische Antwort auf diesen speziellen Ort im zukünftigen Auenschutzpark zu finden.
Das bestehende 25-Meter-Becken wurde einseitig abgetragen und – nur durch eine unter Wasser geführte Reling abgetrennt – mit dem etwa flächengleichen Regenerationsbereich sowie einer flachen

Kleinkinderzone verbunden. Direkt angegliedert ist das Klärbecken, so dass sich ein grosses, zusammenhängendes Wasser- und Feuchtelement bildet.
Zwei rechtwinklig zueinander gesetzte Holzroste mit Brüstungen schaffen um den Schwimmbereich geschützte Aufenthaltszonen. Sie sind auf Wasser und Wiese fliegend «aufgesetzt» und erinnern an Holzdecks alter Badeanstalten. Gleichzeitig trennen sie auf einfache Weise den Schwimmbereich von Liegewiese und Kleinkinderzone. Ohne störende Zäune oder Anpflanzungen entstehen weitgehend kontrollierte Durchgänge mit Dusch- und Fusswascheinrichtungen.
BIOTEICH-System, Generalunternehmung: Lehnert-Hauenstein AG, 5022 Rombach
Landschaftsarchitekten:
Zulauf Seippel Schweingruber, 5400 Baden

KONTAKTGRUPPE FREIRAUMPLANUNG

Die Planungsabteilungen der Gartenbauämter oder Stadtgärtnereien der Schweizer Städte St.Gallen, Basel, Bern, Lausanne und Zürich haben sich 1995 in der «Kontaktgruppe Freiraumplanung» organisiert, um fachliche Themen zu diskutieren und gemeinsame Lösungen zu erarbeiten. Da diese Abteilungen momentan ihren Internetauftritt angehen, sind Informationen von Interesse, wie das Medium als Informations-, Kommunikations- und Partizipationsmittel in der Freiraumplanung genutzt werden kann. Die Abteilung Landschaftsarchitektur der Hochschule Rapperswil HSR wurde beauftragt, bestehende Lösungen zu analysieren und auszuwerten. Die nun vorliegende Studie «Kommunale Freiraumplanung im Internet» soll Hinweise und Beispiele aufzeigen, wie andere Städte das Fachthema angegangen sind und für welche Zwecke sie es nutzen. Sie kann unter http://www.l.hsr.ch/homepage/Forschung/ppetsche/kommwebtest/index.html eingesehen werden. Die Arbeit wird bis Ende 2000 regelmässig aktualisiert, Rückmeldungen und Ergänzungen sind daher erwünscht.

DER ÖFFENTLICHE RAUM – EIN WIRTSCHAFTSFAKTOR

Die aufstrebende Zürcher Agglomerationsgemeinde Niederhasli weihte anfangs Juli mit einem riesigen Dorffest ihre neue Dorfstrasse mit Dorfplatz ein. Die Neugestaltung über 450 Meter Länge ist eine für die Gemeindeverhältnisse erstaunlich grosse, von der Bevölkerung beinahe begeistert getragene, konzentrierte Aktion zur Aufwertung und Identitätsbildung des Ortes, zur Bindung und Rückgewinnung abwandernder Käuferschaften und Geschäfte.
Anlass war ursprünglich die Erneuerung der Werkleitungen und Probleme mit der Verkehrssicherheit. Mit einem Gestaltungskonzept suchte die Gemeinde nach der bestmöglichen Koexistenz zwischen dörflichem Aufenthalts- und Wirtschaftsbereich, fliessendem und ruhendem Verkehr. Dies gewährleistet nun eine gepflästerte Mischfläche auf der ganzen Länge und von Fassade zu Fassade in der Breite. Eine durchgezogene Baum-/Lampenkette markiert den Strassenaspekt, die Pflästerung und Raumteilerelemente betonen den Begegnungsaspekt. Ein grosser Brunnen bildet die räumliche und atmosphärische Kulisse des Dorfplatzes. Die Parkierung ist – bis auf das innere Platzgeviert – überall wo es genügend Raum hat freigestellt. Verkehrsrechtlich ist eine 30km/h-Zone markiert.
Zur Finanzierungsunterstützung konnten verschiedene Förderquellen beim Bund und Kanton wie auch über Sponsoring gewonnen werden. Das Projekt brachte grosse integrative Kräfte zu Tage. Konzept und Gestaltung: Andreas Erni, Landschaftsarchitekt BSLA; Umsetzung und Realisation: Kundert + Bänziger, dipl. Ingenieure ETH/SIA.

Andreas Erni

Die neue Dorfstrasse von Niederhasli

Graz, Internationale Gartenschau 2000, «Der Blumengarten» (oben) und «Der Berggarten» (unten)

Photo: Harry Schiffer

EINDRÜCKE VON DER INTERNATIONALEN GARTENBAUAUSSTELLUNG 2000 IN GRAZ

Der Titel der Ausstellung in Graz lautet: «Zauber der Gärten». Der Schweizer Landschaftsarchitekt Dieter Kienast hat hier geplant und ausführen lassen. Für uns Grund genug, dieser Gartenschau Ende Juni einen Besuch abzustatten. Den angekündigten Zauber der Gärten haben wir aber weitgehend vermisst!
Wohl gab es auch Details, an denen man sich verzaubern lassen konnte:
Der Fasanengarten: Witzig sind die mit Harz angeklebten Eierschalen an dem mächtigen Eichenstamm, wer mag die wohl hin gezaubert haben? Der Lotusteich übt ebenfalls einen Zauber aus. Das Becken selber ist zwar streng eckig gehalten, aber hier wurde Nelumbo nucifera als gestalterisches Mittel optimal eingesetzt.
Der Berggarten: Streng kubisch gehalten, mit offenen Blickachsen, die neugierig machen auf das, was dahinter, links und rechts liegen mag. In einem Winkel des Berggartens ein mit Bambus und Vlies einfach konstruiertes Windspiel, das zum Verweilen einlud. Oder die Stämme des dichten Fichtenwäldchens, die blau oder weiss angestrichen sind. So ein Farbanstrich stünde manchem Fichtenacker in der Schweiz sehr gut!
Auch die Musikstühle luden zu einem sinnlichen Verweilen ein. Trotzdem wirkten die vielen Rasenflächen monoton.
Einverstanden: Blausternchen und Dichternarzissen haben wir verpasst, jedoch sollte auch der Sommerbesucher mit Pflanzenzauber noch überrascht werden dürfen.
Der Ackergarten: Er gibt viel her. Üppig gediehen die verschiedenen Kulturen, die Beschilderung war ansprechend und enthielt einiges an Informationen, die der Besucher gut versteht. Aber von «sinnlichem Gartenerlebnis abseits üblicher Landwirtschaftsgarten-Klischees» (Zitat Der Gartenbau 15/00) ist in dieser Aneinanderreihung von Kulturflächen wenig zu spüren.
Der Blumengarten: Die Idee fanden wir gut: ein orientalisches Teppichmuster als Sommerflorbepflanzung. Vom Turm aus gesehen wirkte das Muster noch recht farbenfroh, aber näher herangehen durfte man Ende Juni nicht mehr, denn dann drängten sich unweigerlich ein paar Fragen auf:
- Wurde hier in den vergangenen Wochen (Hitzeperiode) genügend gewässert?
- Sind die Sommerflorpflanzen etwa gestaucht worden und haben sich nicht mehr davon erholt?
- Wo sind die Verantwortlichen für die Unkrautbekämpfung geblieben?

Gepflanzt wurden, so steht es auf der Eingangsbeschilderung, hunderttausende Sommerflorpflanzen. Sie wurden, das war unschwer zu erkennen, nach einer raffinierten Farbenzusammenstellung gepflanzt. Jedoch präsentierte sich Ende Juni ein lückenhafter, mit aufkommendem Gras durchsetzter und offensichtlich unter Wachstumsstress stehender Sommerflorbestand. Schade für die enorme Arbeit im Vorfeld!
Wir können uns, gesamthaft gesehen, des Eindruckes nicht erwehren, dass hier Pflanzen rein als gestalterisches Material eingesetzt wurden. Dabei sind Pflanzen lebendige Wesen, die, richtig eingesetzt und entsprechend gepflegt, einen gewaltigen Zauber ausüben können.
Am Anfang des Berichtes in Der Gartenbau 15/00 steht geschrieben: die Ausstellung solle auch ein «zeitgemässer Beitrag zum Verhältnis Natur und Mensch» sein. Nach unserem Besuch der Ausstellung sind wir zum Schluss gekommen, dass diese Aufgabenstellung erfüllt worden ist ... Uns hat dies nachdenklich gestimmt!
Peter Enz, Urs Somalvico, Zürich

REFERENDARIAT FÜR LANDSCHAFTSARCHITEKTEN

Der Arbeitskreis Ausbildungswesen des Bundes Deutscher LandschaftsArchitekten BDLA hat über die Situation und Perspektiven des Baureferendariats der Fachrichtung Landespflege beraten. Dabei wurde das Referendariat als qualitätvolle Zusatzausbildung begrüsst.
In den alten Bundesländern besteht für viele Fachbereiche der öffentlichen Verwaltung die Möglichkeit, einen Vorbereitungsdienst für die höhere Beamtenlaufbahn zu absolvieren.
Aktuell ist die Tendenz abzulesen, die Ausbildung von Referendaren der Fachrichtung Landespflege zu reduzieren. Standen 1994 bundesweit noch 34 Referendare in der Ausbildung, zählte man 1998 nur noch 26. Vor allem der Vergleich zu anderen Fachdisziplinen stimmt nachdenklich. So waren sechsmal mehr Referendare in den Fachrichtungen Hochbau, Städtebau sowie im Bauingenieurswesen tätig. Damit wird einer qualitativen und langfristigen Personalentwicklung für die Umweltverwaltungen unnötig geschadet.